

## **Philippe Madelin**

**Pour l'Auditeur, Organe de liaison de l'Association nationale des Anciens Auditeurs de l'INHES**

### **INTERVIEW Alain Bauer**

**Rapprochements : De la DST et des RG, mais aussi des instituts de recherche en matière de sécurité, deux grands apports au dossier.**

En matière de sécurité, et probablement au-delà dans toutes les instances gouvernementales, par la volonté du Président Sarkozy, l'heure est au rapprochement entre les organisations, les instances, les services. Mutualisation, mise en commun des moyens, réflexions sur les objectifs : tout est mis en œuvre pour bouleverser le paysage traditionnel de la sécurité.

Le principal événement, une véritable révolution au sens institutionnel, est le rapprochement en cours entre la DST et les Renseignements généraux pour former la toute nouvelle DCRI, Direction centrale du renseignement intérieur.

Un mouvement analogue risque d'affecter les grands instituts de recherche, parmi lesquels l'INHES.

Nous avons anticipé le mouvement en opérant un rapprochement radical avec les Associations d'auditeurs de l'IHEDN avec lesquelles nous avons organisé en juin dernier un grand débat autour d'Alain Juillet et l'Intelligence économique en Europe.

Pour compléter le dossier, nous avons demandé à Alain Bauer de nous éclairer sur la mission de réflexion consacrée aux grandes institutions de recherche, mise en place à la demande du Président Sarkozy le 4 septembre. AF.

**Alain Bauer nous explique pourquoi et comment rapprocher les Instituts de recherche en matière de sécurité ?**

Un entretien exclusif avec Alain Bauer, criminologue.

Propos recueillis et mise en forme par Philippe Madelin

### **Encadré**

#### **Alain Bauer**

Sociologue et criminologue rocardien à l'origine, depuis une dizaine d'années Alain Bauer s'est imposé dans le paysage de la sécurité comme une figure majeure en matière de réflexion. Depuis sa petite société, AB Associés, il a fini par aborder tous les domaines des risques. Ses interventions ont pris la forme d'ouvrages fondamentaux, plus récemment d'un roman, mais surtout de cours dans plusieurs universités - une Américaine et une Chinoise - et de conseils dispensés à la demande par les autorités politiques. A commencer par Nicolas Sarkozy, le Président de la République. Son rôle a été en partie

officialisés lorsqu'il a été nommé Président du conseil d'orientation de l'OND, Observatoire national de la délinquance.

On n'aura garde d'oublier qu'Alain Bauer a été également Grand Maître de l'obédience maçonnique le Grand Orient de France.

## **Texte**

### **Texte**

#### **Chapô**

Le 4 septembre 2007, Alain Bauer a ajouté une casquette à sa panoplie en devenant l'animateur d'un groupe de réflexion destiné à définir les grandes lignes du futur panorama en matière de recherche sur la sécurité en France.

Pourquoi cette réflexion ? Quels sont ses objectifs ? Et pourquoi Bauer ?

### **Pourquoi avoir été appelé pour animer la mission de réflexion sur les Instituts de recherche en matière de sécurité ?**

En avril 2007, le candidat Sarkozy, dans la revue *Défense nationale*, a émis un certain nombre d'idées en vue de la création de l'instance qui serait un Conseil de Sécurité nationale, cette instance ayant pour mission 1/ de gérer les crises - c'est l'activité naturelle de ce type d'institution -, mais aussi d'anticiper et de déceler les événements à venir qui pourraient avoir un intérêt stratégique, des conséquences graves pour la souveraineté nationale. dans la perspective de la mise en place future de cette instance.

#### **Comment percevez-vous l'état des lieux ?**

Il y a en France un certain nombre d'outils connus, l'INHES, l'IHEDN, un peu moins connu l'IHRS, et beaucoup moins connu, le CHEAR, ainsi que toute une série de formations universitaires, plus un certain nombre de grandes institutions privées, mais qui vivent pour beaucoup des dépenses de l'État, l'IRIS, le CERI, etc. Bref il y a à la française une grande diversité d'outils. Mais la question posée est la suivante : est-ce que ces outils sont utiles ? Efficaces ? Est-ce qu'on peut les améliorer ?

Il faut regarder ce que les institutions font et ce qu'elles devraient faire. Quand on prend la production intellectuelle de l'IHESI, par exemple, elle a eu des périodes formidables et des périodes de creux abominables. Qu'est-ce qu'ils font ? Des sessions nationales, très bien. Est-ce qu'elles vont continuer à vivre comme ça ou changer ? Ils font de la recherche, très bien. Est-ce qu'ils doivent systématiquement faire la même recherche ? Parfois avec les mêmes chercheurs ? Est-ce qu'ils font du décèlement précoce et de l'anticipation ? Rarement. Les grandes études prospectives sont plus souvent dans Futurible que dans les productions officielles.

Il n'y a plus de frontières, les grands univers géo-stratégiques ont été bouleversés, il a fallu un temps infini pour se rendre compte que Sécurité intérieure et Sécurité extérieure, diplomatie, gendarmerie, douanes, police, lutte contre le crime, cybercriminalité et autres, grosso modo ressemblaient à la même chose. Le terrorisme évolue de manière structurelle, pas tellement en définition mais en objectifs ; pas tellement en constructions pyramidales mais en mutualisation et en franchises. Il faut un temps fou pour que les quelques

chercheurs qui s'en occupent arrivent à faire passer des idées qui ont le malheur de remettre en cause des inerties considérables.

### **Certains champs de recherche sont-ils délaissés ?**

La géostratégie de l'Eau, par exemple, y a-t-il eu une étude française qui tienne la route au cours de ces vingt dernières années ? Géostratégie des puces électroniques ? Géostratégie des opérateurs virtuels de téléphonie ? Développement d'internet, y compris d'un point de vue criminel ? Ici et là, on trouve en cherchant d'une manière très approfondie, archéologique, une idée, une intention, un mémoire, un truc, un machin, mais ce n'est pas entré dans la logique. La délocalisation, ça n'intéressait personne, aujourd'hui ça intéresse tout le monde. La gestion de l'eau et des déchets n'intéressait personne, et maintenant ça intéresse tout le monde. La sécurité n'intéressait personne et maintenant ça intéresse tout le monde.

### **Quels sont les objectifs ?**

La mission a été mise en place en cohérence avec la mission Mallet, Livre blanc sur la Défense, mais avec un dialogue ouvert avec les grands ministères régaliens, le Budget, mais aussi l'Environnement, les Douanes... L'objectif n'est pas d'imposer une idée qui aurait déjà été préconçue. L'objectif, c'est de comprendre et de demander. Comprendre quels sont les outils et comment ils fonctionnent. Comprendre quels sont les enjeux et ce qui est en face de nous. Comprendre ce que sont les besoins de l'État, des grands services de renseignement. Mais également des entreprises à taille mondiale, ou ayant une prééminence stratégique en France.

### **Y aura-t-il fusion entre les institutions ?**

Le but du jeu n'est pas de reconstruire une nouvelle usine thermonucléaire à retraitement intégré à la française. Mais d'essayer de voir tout ce qui est utile, tout ce qui est efficace, de sortir de la politique conduite uniquement en regardant le rétroviseur. L'idée générale n'est pas de monter sur une caisse à savon, debout sur ses ergots, en disant « vous êtes tous mauvais, on va faire mieux », mais de dire « prenons le meilleur de ce qui existe et essayons avec ceux qui en sont partie prenante de faire avancer le processus ». Faut-il un rapprochement ? Faut-il une fusion ? Faut-il une mise en commun ? Faut-il Une plus grande collégialité dans l'achat public ? Faut-il Une plus grande collégialité dans l'investissement privé ? Faut-il Arriver à des politiques « d'économie mixte » de la Sécurité et de la Stratégie ? Tout ça ce sont des questions posées, de manière ouverte.

### **Vous pensez qu'il faut tailler dans le vif ?**

J'ai déjà expliqué qu'il faut mettre un peu d'ordre dans les machins qui sont souvent inutiles. Dans mon esprit ce ne sont pas les machins qui sont inutiles, mais dans les machins il y a des choses qui sont inutiles. Et donc il faut rationaliser, mutualiser, mais dans un objectif dynamique. Ce n'est pas la réduction des coûts, on ne m'a pas demandé d'avoir mieux pour moins cher. On ne m'a pas demandé d'avoir moins, mais mieux au meilleur coût. Et ça, ça se discute avec ceux qui sont en charge des institutions ; ça se discute avec ceux qui sont les clients des institutions ; ça se discute avec les chercheurs qui sont dans les institutions ; ça se discute aussi avec ceux qui, ayant la pratique, je dirais des deux côtés de la barre.

Plutôt que de subir les événements, il y a aussi des moments où il est possible de les anticiper. Quand le général De Gaulle dit « Je veux la fusée Ariane, je veux le Concorde » ; quand le Président Pompidou dit « Je veux le développement économique et les nouvelles technologies », ils anticipent. Ils ne subissent pas le mouvement en se demandant comment on allait produire plus de charbon, ils décident de passer à autre chose. On est dans cette phase-là, qui n'est pas le choix de l'amélioration, qui n'est pas de savoir comment on va construire le meilleur fouet à chevaux pour les calèches, mais simplement comment on va construire des automobiles. On n'est pas dans une logique de défense de l'artisanat ou du patrimoine, même s'il ne faut pas les ignorer, mais dans une logique de renouveau industriel.

Savoir si l'INHERS, l'IHEDN, le CHEAR ou le machin X vont fusionner ou pas n'intéresse personne [dans le grand public]. Par contre il faut savoir si on va avoir une production du niveau de la RAND aux Etats-Unis. Il n'y a pas besoin de se focaliser sur des frontières strictement nationales. Les enjeux peuvent être plus larges. Quand EADS ou Airbus est en crise pour des raisons de gouvernance, ce n'est pas un problème technique. C'est un problème politique majeur.

C'est le même esprit pour le rapprochement DST-DCRG, dont tout le monde disait que c'était le truc qui n'arriverait jamais, et puis qui est en train de se produire, gentiment, avec une vraie réflexion. Il ne s'agit pas de fusionner pour fusionner, mais de déterminer quels sont les territoires utiles, à quel endroit est-ce qu'on a besoin du renseignement, comment se fait le renseignement ?

Il y a des possibilités, et le Président de la République, dans ses fonctions de Ministre de l'Intérieur comme dans ses fonctions de Ministre des Finances a montré non seulement qu'il voulait le faire, qu'il pouvait le faire, et, pour une partie, il l'a réussi.

**Sarkozy désire-t-il vraiment que soient menées de véritables recherches en matière de sécurité ?**

Je crois qu'on sous estime beaucoup le pragmatisme de Nicolas Sarkozy. Il n'est pas un idéologue borné, enfermé dans une logique. C'est un très pragmatique qui a ses idées, qui discute quand on conteste ses idées. Qui écoute, qui évolue, qui change. Je pense qu'il n'y a pas de débat sur la nature du besoin, et la volonté d'avancer. Nicolas Sarkozy le sait parce que le pragmatisme lui a appris qu'il a besoin d'avoir des sources fiables, des informations précises et des éléments d'anticipation qui lui permettent de conduire une politique. Quand il était ministre, quand il a été candidat, et désormais comme chef de l'État.